

Qu'en socialiste intégral, Jis Thorn fût républicain, cela va sans dire. Aussi ne faut-il pas s'étonner que dès l'Armistice il fit partie de l' « Action républicaine ».

Le 10-11-1918 eut lieu en la salle Brosius une réunion publique convoquée par René Stoll et son « Cercle d'Etudes Socialistes ». A cette réunion (dont sortit le Conseil des Ouvriers, Paysans et Employés) Thorn prit la parole pour annoncer que son parti placerait le Gouvernement devant l'alternative ; soit de proclamer la république, d'étatiser les grandes industries et d'introduire la journée de 8 heures, soit de voir le représentant socialiste (Nicolas Welter) quitter le ministère *). Joseph Thorn parla dans le même sens à la manifestation publique du lendemain, organisée à la place Guillaume.

Le 26 novembre, au cours d'une séance qui réunissait la fraction parlementaire socialiste et Nicolas Welter, Thorn, après avoir reproché à l'homme de confiance du parti dans le gouvernement Reuter d'avoir, entre autres, prêté la main pour redorer la situation compromise de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, lui proposa de donner sa démission, le parti n'ayant plus aucun intérêt à être représenté dans un ministère de coalition. Welter prévint les députés présents qu'il ne se laisserait pas évincer et que s'il devait quitter le ministère ce sera non forcé et non pas sans avoir fait une déclaration à la Chambre.

Après ample discussion, la proposition Thorn fut rejetée par 4 voix contre 5 et 1 abstention, et remplacée par la décision suivante : Si, dans un délai de quinze jours, l'introduction de la journée de huit heures et la suspension de la Grande-Duchesse n'étaient pas réalisées, le parti socialiste quitterait le ministère (34).

Lorsque, à la date du 10 décembre, les exigences des socialistes n'eurent pas de résultats satisfaisants, les députés du parti se réunirent à nouveau avec Nicolas Welter qui leur proposa de laisser continuer le ministère de coalition comme ministère d'affaires, et cela jusqu'au vote de la révision de la Constitution (35). Cette proposition fut déclinée par tous les députés présents sauf une abstention. Deux jours plus tard, Nicolas Welter, Aug. Liesch et Aug. Collart démissionnèrent.

Mais le 13 décembre, tout le ministère — qui se présentait de nouveau comme ministère d'affaires — fut confirmé en cette qualité par la Chambre, par 28 voix contre 20.

Décidé maintenant à pousser les choses à l'extrême, Joseph Thorn déposa en la séance du 19 décembre une motion demandant à la Chambre de s'exprimer pour le principe républicain.

*) D'après les propres dires de Nicolas Welter, c'est cette façon cavalière de disposer de sa personne sans avoir été prévenu, qui indisposa le délégué socialiste au Gouvernement et qui, dès ce moment, lui fit sentir le désaccord naissant entre lui et son parti (33).